



*Mines Alert Canada*

# RAPPORT ANNUEL 2003



### **Membres in 2003**

Bathurst Sustainable Development  
Canadian Auto Workers (CAW) Social Justice Fund  
Citizens' Mining Council of Newfoundland  
Environmental Mining Council of British Columbia (EMCBC)  
Inter Pares  
Northwatch  
Sierra Club of Canada  
Sierra Legal Defence Fund  
Yukon Conservation Society (YCS)  
Association canadienne du droit de l'environnement (CELA)  
Comité canadien des ressources de l'Arctique (CARC)  
Développement et Paix  
Fédération canadienne de la nature  
Fonds humanitaire des Métaux  
Fonds de justice sociale des travailleurs et travailleuses de l'automobile  
Kairos : initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice  
La Nation Innu  
Société pour la nature et les parcs

### **Conseillers**

Le chef Earl Commanda  
Stephen Hazell  
Isobel W. Heathcote, D. Ph.  
Moirra Hutchinson  
Ovide Mercredi  
Donna Mergler, D. Ph.  
L'honorable Lois M. Wilson, ministre  
Alan Young



Le personnel de Mines Alerte Canada (de gauche à droite): Joan Kuyek, coordonnatrice nationale; Catherine Coumans, coordonnatrice à la recherche; Jamie Kneen, coordonnateur des communications; Mel Quevillon, coordonnatrice du programme canadien



## **MiningWatch Canada**

---

### **Mines Alerte**

City Centre, 508-880 Rue Wellington  
Ottawa, Ontario  
Canada K1R 6K7  
tél. +(613) 569-3439  
fax: +(613) 569-5138  
e-mail: [canada@miningwatch.ca](mailto:canada@miningwatch.ca)  
url: [www.miningwatch.ca](http://www.miningwatch.ca)

## Mines Alerte Canada

Mines Alerte Canada est une coalition de dix-sept organismes œuvrant dans les domaines de l'environnement, de la justice sociale, du travail, du développement et des droits des Autochtones. Mines Alerte a été créé il y a cinq ans, lorsque ces différents organismes ont exprimé l'urgent besoin d'opposer une réponse coordonnée, en fonction de l'intérêt public, au puissant lobby minier, qui sape les bases de la réglementation de l'activité minière des entreprises canadiennes au Canada et à l'échelle internationale.

Notre action consiste à :

- soutenir les collectivités touchées par l'activité minière en effectuant des travaux de recherche, en offrant une assistance technique, en faisant l'examen de documents techniques, en renforçant les capacités locales, en organisant des rencontres et des échanges ainsi que des campagnes;
- mener des projets de recherche majeurs et scientifiquement crédibles sur des sujets qui nous sont soumis par nos membres et par les collectivités, comme les mines abandonnées et les fermetures de mine, les coûts réels de l'exploitation minière pour le trésor public, les répercussions de l'activité

*« Au cours de sa courte existence, Mines Alerte Canada a transformé le paysage en matière de réflexion sur la question minière au Canada. »*  
(Mark Winfield, Pembina Institute)

- miner sur la santé des collectivités, les enjeux de l'exploitation minière dans les régions éloignées ou dans la forêt boréale ou l'évacuation sous-marine des déchets miniers;
- exercer des pressions pour obtenir des changements à des lois et des politiques qui rendent possibles certaines pratiques minières irresponsables par des entreprises canadiennes au Canada et à l'échelle internationale;
- collaborer avec des coalitions et des partenaires à la présentation de mémoires aux gouvernements et participer à des consultations multilatérales menées par les gouvernements.

Depuis cinq ans, notre personnel limité a travaillé en collaboration avec nos membres et d'autres groupes au Canada pour représenter les intérêts de l'environnement et des communautés locales, et non les profits des compagnies minières.

## Pleins feux sur les résultats positifs de 2003 !

Avec nos partenaires, nous saluons les réalisations suivantes, qui vont dans le sens de pratiques minières responsables :

### À l'échelle nationale

- L'Initiative nationale pour les mines orphelines ou abandonnées obtient la collaboration soutenue des ministres responsables des mines; publication des principes directeurs de la participation des collectivités, site Web, rapport sur les modèles de financement.
- La Commission de coopération environnementale (établie en vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain, ALENA) publie un dossier factuel accablant sur la mine Britannia.
- En février 2003, un montant de 175 millions de dollars est alloué par le gouvernement fédéral à la réfection des sites contaminés, et un montant de 4 milliards de dollars est annoncé lors du discours du Trône de février 2004 : les mines du Nord abandonnées sont en tête de la liste des priorités.
- La compagnie Graphite Mountain renonce à ses revendications sur les terres privées du sud de l'Ontario.
- Le réseau Bannir l'amiante Canada (BAC) est formé.
- L'exploitation des placers est soumise aux dispositions de la Loi sur les pêches.
- Les modifications proposées à la réglementation canadienne

sur les mines sont retirées.

### À l'échelle internationale

- Le rapport de révision des industries extractives par la Banque mondiale recommande qu'aucune subvention ne soit accordée à des projets permettant le rejet fluvial ou sous-marin de résidus miniers ni à des industries extractives qui ne sauraient contribuer à l'économie locale et à l'amélioration des droits de la personne.
- Les projets miniers de Tambogrande (Pérou), Esquel (Argentine) et Rosia Montana (Roumanie) ne se sont pas poursuivis.
- La coalition internationale No-Alumysa est formée. Noranda suspend ses plans concernant le projet Alumysa.
- En Thaïlande, le projet de mine de phosphate APR – contesté par la communauté – est interrompu.
- La société Placer Dome retire son projet de création d'une mine à Meratus, en Indonésie.

## Ce que nous avons réussi à accomplir en 2003 :

### 1. Soutien et réseautage des communautés canadiennes

1) Visiter des communautés et chercher des façons de les aider à résoudre des problèmes particuliers; leur fournir une assistance technique selon la demande; trouver les ressources nécessaires pour réaliser des activités.

- Au cours de cette année, nous avons fourni une assistance technique à des membres de vingt et une communautés canadiennes, par exemple aux citoyens de Red Lake désireux d'être informés sur la contamination au trioxyde de diarsenic, aux propriétaires fonciers ontariens qui cherchaient à faire modifier la Loi sur les mines de l'Ontario et aux résidents d'Oka qui se sont opposés à un projet de mine de niobium.

2) Renforcer les réseaux régionaux et développer les capacités – points saillants :

- Nous avons siégé au comité directeur du Western Mining Action Network et participé à la planification de la conférence d'automne tenue à Vancouver. Plus de 50 Canadiens y ont participé, en majorité des Autochtones.
- Avec la Première nation Nibinamik et d'autres, nous avons organisé et tenu une conférence de deux jours sur les effets de l'exploitation minière pour les Premières nations Matawa à Thunder Bay, les 2 et 3 avril.
- En juin, nous sommes allés rencontrer des groupes du nord de la Saskatchewan concernés par la question de l'uranium. Nous avons déposé un mémoire et assisté aux audiences de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) sur le renouvellement du permis d'exploitation minière du site d'exploitation de Rabbit Lake.
- Nous avons présenté un article sur l'extraction de l'amiante au Canada lors d'une conférence tenue en septembre sur le thème « Canadian Asbestos: A Global Concern ».

3) Site Web : maintenir et développer la section thématique du site Web; trouver des façons de la rendre plus accessible et plus

*Par la présente, je souhaite encore une fois adresser à MiningWatch Canada ...nos plus grands remerciements pour le travail exceptionnel accompli pour préparer la venue de notre délégation. Sans vos efforts, beaucoup de rencontres n'auraient pas pu être envisagées ni rendues possibles... recevez nos remerciements et nous vous adressons également un message de soutien, de solidarité pour tout le travail que vous faites pour aider ceux qui comme nous, cherchons la meilleure chemin possible pour faire reconnaître nos droits. (Le Président Raphael Mapou, Comité Rhéébu Nùu, Nouvelle Calédonie)*

utile comme outil d'organisation.

- Statistiques d'utilisation en 2003 : 477 092 requêtes de la part de 64 638 visiteurs qui ont téléchargé 192 181 pages. Il y a eu une augmentation soutenue cette année, de 18 % pour les requêtes, de 47 % pour les visiteurs. Il y a eu en moyenne 9175 requêtes par semaine de la part de 1243 visiteurs qui ont téléchargé 6006 pages, et les résultats ont été en progression constante tout au long de l'année.
- L'intérêt est encore très grand pour des documents qui ont

« Les réalisations de Mines Alerte en 2003 sont impressionnantes et on ne peut que souscrire à l'appréciation de certains de ses principaux partenaires et collaborateurs qui, en mars 2003, déclaraient que cet organisme "a transformé le paysage en matière de réflexion sur la question minière au Canada" et qu'il constitue "un intéressant amalgame de science, de militantisme et de droit" » (Robert Alain, directeur général, la Fondation EJLB)

été publiés en 2001 et 2002, et l'intérêt pour les sections du site Web en français et en espagnol est également croissant. Les visiteurs du site viennent du Canada et de partout dans le monde (sauf de la Chine), et représentent les milieux commercial,

industriel, éducatif, militaire et des organisations de la société civile.

## 2. Dossiers internationaux – Points saillants de la dernière année

**Nouvelle-Calédonie** - En mars, à la demande de chefs autochtones kanaks de la Nouvelle-Calédonie, nous avons organisé une tournée de ces huit chefs à Toronto, Ottawa et Montréal. Les Kanaks sont aux prises avec un énorme projet d'exploitation de nickel latéritique par la société Inco, qui risque d'endommager les récifs coralliens. Mines Alerte et la délégation kanake ont rencontré le personnel ministériel et les fonctionnaires des ministères concernés, des représentants autochtones et des organisations écologiques canadiennes, ainsi que des investisseurs et des journalistes. La tournée des chefs Kanaks a permis à ceux-ci de mieux connaître le domaine de l'exploitation minière, les ententes sur les répercussions et les avantages; les études d'impact et la planification de la fermeture des mines. Elle a aussi constitué un exercice de solidarité et une occasion d'établir des liens internationaux; enfin, elle nous a permis d'envoyer des messages fermes au gouvernement et à la compagnie Inco.

**Chili** - En avril, nous avons organisé une tournée pour un militant et un député chiliens qui tentaient de faire stopper le projet d'aluminerie Alumysa en Patagonie, au Chili. Ils désiraient mieux connaître les opérations de Noranda au Canada, faire connaître leur propre problème et établir des liens de solidarité avec d'autres organisations. Ils se sont rendus à Danville/Asbestos et y ont rencontré des groupes opposés à l'implantation de l'usine de magnésium Magnola; ils ont rencontré les syndiqués de la CSN et des Métallos à Rouyn Noranda et à Montréal; ils ont tenu une conférence de presse à Montréal et rencontré les syndiqués des TCA qui étaient venus à Toronto pour la journée depuis Timmins et Sudbury pour leur témoigner leur solidarité. Mines Alerte a co-coordonné la coalition internationale d'opposition à l'aluminerie.

**Nicaragua** - Nous avons publié un rapport sur les mines abandonnées de Bonanza et La Libertad, au Nicaragua, autrefois propriété de Greenstone Resources mais laissées en état de délabrement au moment de la faillite de la compagnie.

**Roumanie** - Mines Alerte a fait partie d'une coalition internationale œuvrant avec le groupe local Alburnus Maior pour stopper un projet de mine d'or à ciel ouvert à lixiviation par

cyanuration dans les monts Apuseni, propriété de l'entreprise canadienne Gabriel Resources. À la fin de 2003, le projet de mine était encore en suspens et l'opposition allait croissant.

**Pérou** - Le projet de mine de Tambogrande – qui menaçait une région agricole spécialisée dans la culture de la mangue et de la lime et qui aurait entraîné le déplacement d'une ville de 5000 habitants – a été stoppé par le gouvernement péruvien. Mines Alerte Canada a coordonné la réaction canadienne à ce projet.

**Thaïlande** - Une proposition de changements aux lois minières visant à faciliter l'implantation d'une mine de potasse proposée par la compagnie canadienne APR a rencontré une vive opposition, de sorte que le projet n'a pas encore obtenu le feu vert. Mines Alerte Canada a aidé les villageois thaïlandais à organiser l'opposition internationale à ce projet minier.

**Philippines** - Nous avons soutenu les militants philippins de la question minière dans leur opposition à la nouvelle politique nationale en matière de minéraux et dans leur demande de décontamination des mines de l'île de Marinduque abandonnées par Placer Dome, et nous avons soutenu le peuple autochtone Subanon opposé à l'établissement d'une mine d'or à ciel ouvert sur son territoire traditionnel par la société TVI Pacific. En octobre, à la demande des Subanons et d'autres intervenants, nous nous sommes rendus à Mindanao pour visiter le territoire traditionnel des Subanons et observer les opérations de TVI. Nous sommes aussi intervenus lors de la visite de membres de la communauté philippine invités par la Banque mondiale et le gouvernement canadien à effectuer une tournée de présentation des mines canadiennes.

**Indonésie** - Nous avons fourni un soutien technique et des services de développement des capacités aux Dayaks opposés à un projet d'implantation d'une mine par la société Placer Dome dans la région protégée de Meratus. Placer Dome a maintenant retiré son projet minier.

« Une équipe solide, [qui offre] un bon soutien technique et de l'aide dans la recherche d'experts; un intéressant amalgame de science, de militantisme et de droit; je suis impressionnée par la capacité de Mines Alerte à faire la jonction entre les enjeux et les politiques. » (Molly Kane, Inter Pares)

## 3. Recherche sur l'industrie et ses répercussions

Voici quelques-unes des recherches que nous avons entreprises cette année :

- « No Rock Unturned » (Pas une pierre qui n'ait été retournée : un projet visant à examiner divers moyens de revitaliser l'économie des communautés dépendantes de l'activité minière et à recommander l'adoption de politiques fondées sur les conclusions de cette recherche).
- Projet « Overburdened: Women, Mining and Health ».
- Recherches spécifiques à une entreprise portant sur Noranda – préparation d'études de cas sur Magnola, Falconbridge - Kidd Metallurgical Division et Noranda - Horne Smelter, et information aux communautés.
- Recherche sur les répercussions sociales et écologiques de l'exploitation des mines de diamants.
- Production de deux études de cas reprises dans le rapport intitulé « Seven Deadly Secrets: What EDC does not want you to know ».

## 4. Travaux thématiques

Ces travaux ont pour but d'amener des modifications aux lois, aux politiques, aux règlements et aux pratiques bureaucratiques qui rendent possibles certaines pratiques minières irresponsables et d'accroître la responsabilité du secteur des investisseurs.

## À l'échelle nationale

- Nous avons collaboré activement avec la Coalition du budget vert à la préparation du rapport sur les coûts réels de l'exploitation minière ainsi qu'aux suites à donner en matière de subventions et de fiscalité. Présentation au Comité sénatorial des banques.
- Nous avons poursuivi notre collaboration avec l'Initiative nationale pour les mines orphelines ou abandonnées en participant aux groupes de travail sur les barrières législatives, la participation des communautés et le financement.

« Mines Alerte offre un lieu d'échanges continus avec d'autres militants intéressés à la question minière, créant un espace et des ressources pour les activités. » (Christine Cleghorn, Yukon Conservation Society)

- Les ministres responsables des mines ont accepté de continuer à subventionner ces travaux. Une brochure sur les principes directeurs de la participation des collectivités a été produite, et un site Web a été créé.
- Nous avons travaillé en vue de faire ajouter le secteur des mines à l'Inventaire national des rejets de polluants (INRP). Cette année, le gouvernement proposait des modifications à la Loi canadienne sur la protection de l'environnement. Nous avons écrit au Cabinet pour demander que le secteur des mines soit couvert par l'INRP.
- Les modifications proposées à la réglementation canadienne sur les mines ont été retirées après que la West Coast Environmental Law Association (WCELA), le Comité canadien des ressources arctiques (CCRA), la Société pour la nature et les parcs du Canada (CPAWS) et nous-mêmes ayons déposé des mémoires en ce sens.
- Nous avons présenté à Environnement Canada nos commentaires sur le rapport Golder sur les mines de diamants.
- Convention sur le Consentement éclairé préalable à l'importation de matières dangereuses du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) : nous avons fait parvenir à Environnement Canada une lettre sur la position canadienne face à l'amiante chrysotile.
- Nous continuons de participer activement à l'Initiative d'Halifax, au Groupe de travail sur EDC, au Forum Afrique Canada et au Groupe d'orientation politique pour les Amériques du CCCI, ainsi qu'au Front commun sur l'OMC.

## Présentations et propositions

- « Rhetoric vs. Reality: Investing as if Human Rights Mattered ». Une présentation de Joan Kuyek à la journée de réflexion du conseil d'administration de Droits et Démocratie sur le thème : « Investissement international et droits de la personne : les enjeux politiques et légaux », Ottawa, Ontario, le 11 juin 2003.
- Le gouvernement ontarien dépose une demande d'exemption par laquelle la disposition des biens de l'état et toute activité du ministère du Développement du Nord et des Mines sont exclues pendant un an de l'application de la Loi sur les évaluations environnementales : « Order to declare that the disposition of Crown resources and activities related to the administration, enforcement and carrying out of the Mining Act, by the Ministry of Northern Development and Mines, are not subject to the Environmental Assessment Act », 4 juin 2003.
- Commentaires sur les modifications aux réglementations minières canadiennes, le 31 mars 2003.
- Commentaires sur la Stratégie de développement durable – Ministère des Finances, 2004-2006, le 20 juin 2003.
- Exposé devant le Comité sénatorial des banques et du com-

merce au sujet de la loi C-48 modifiant la Loi sur l'impôt sur le revenu dans le secteur des ressources naturelles, le 5 novembre 2003.

- Présentation à Environnement Canada : « Analysis of the "Environmental Review of the Diamond Mining Sector" », le 17 juillet 2003.
- « Mining and the Schools », (deux exposés), Science Nord, le 22 avril 2003.
- « Mining in Canada », exposé par Catherine Coumans lors d'une rencontre entre des délégués de communautés philippines et des représentants du gouvernement canadien, octobre 2003.
- Mémoire soumis à la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) au sujet de la demande de renouvellement par Cameco Corporation de son permis d'exploitation minière du site d'exploitation de Rabbit Lake dans le nord de la Saskatchewan, le 25 août 2003.
- « Asbestos Mining in Canada » : exposé présenté à la conférence internationale Bannir l'amiante, Ottawa, le 13 septembre 2003.
- « Submarine Tailings Disposal » : mémoire présenté au Conseil consultatif du Ministre sur les océans, novembre 2003.
- « Five Year Review of the Canada-Wide Accord on Environmental Harmonization » : commentaires présentés par Mines Alerte Canada, le 7 novembre 2003.

« Je sais pour ma part que Mines Alerte Canada a fait un travail des plus louables par rapport aux droits de la personne dans un certain nombre de secteurs, notamment dans le domaine des mines, de l'environnement, des droits des peuples autochtones et du droit des peuples à conserver leurs moyens de subsistance. Cette admirable organisation a aussi créé et entretenu des partenariats avec un grand nombre de regroupements populaires et communautaires dans des régions touchées par des opérations minières canadiennes. » (Sammy Gamboa, agent de programme pour l'Asie, Fondation canadienne des droits de la personne)

## Publications

- Bulletins : nos 11, 12, 13, 14.
- « No Rock Unturned: Revitalizing the Economies of Mining Dependent Communities », Joan Kuyek et Catherine Coumans.
- « Taiga-News », Guest Editor, no 45, hiver 2003.
- « Dam the Environment: the case against Noranda's proposed aluminum smelter in Patagonia Chile », Mel Quevillon, CER-LAC Bulletin, vol. 2, no 5, mars 2003.
- « Canadian Mining Companies Destroy Environment and Community Resources in Ghana », Asad Ismi.
- « "We Cannot Just Speak About Things That Are Pretty": The Legacy of Greenstone Resources in Nicaragua », Anneli Tolvanen.
- « A Response from the Authors to Mining Industry Criticism of "Looking Beneath the Surface: An Assessment of the Value of Public Support for the Metal Mining Industry in Canada" », le 20 février 2003.
- « Critique of Fraser Institute Mining Report », Joan Kuyek, janvier 2003.
- « Mining, Stakeholders and Corporate Social Responsibility », Centre de recherche sur l'Amérique latine et les Caraïbes (CERLAC), Université York (sous presse).

**Nous tenons à remercier toutes les personnes et les organisations suivantes qui nous ont aidés au cours de la dernière année :**

Walter and Duncan Gordon Foundation  
La Fondation EJLB  
Inter Pares  
Brainerd Foundation  
Kelly Fritsch  
Carrie Grable  
Center for Science in Public Participation  
Centre de recherches pour le développement international  
Fonds de justice sociale des TCA  
Conseil des mines des TCA  
Fonds humanitaire des Métales  
Fonds du primat pour le secours et le développement mondial  
Training Resources for the Environmental Community  
Canadian Parks and Wilderness Society  
Yukon Conservations society  
Doug Moffatt  
David Thomson  
Canadian Arctic Resources Committee  
Lupina Foundation  
The Atkinson Charitable Foundation  
The Sage Foundation  
The Douglas-Coldwell Foundation  
Human Resources Development Canada  
The Weeden Foundation  
Julie Galipeau  
Canadian Boreal Initiative

### **Conseil d'administration**

Mines Alerte Canada est une société sans but lucratif sous réglementation fédérale. Les administrateurs possèdent des connaissances spécialisées et de l'expérience dans divers domaines : les sciences de la terre, les sciences de la santé, le droit des ressources naturelles, l'action militante, la gestion et le financement organisationnels, le développement international et les questions autochtones. Les membres du conseil relèvent des

organisations membres de Mines Alerte dans leur ensemble et ne représentent pas, dans l'exercice de leurs fonctions d'administrateurs, les intérêts spécifiques de leur propre organisation.

### Coprésidents

*Lorraine Michael, St. John's, Terre-Neuve*

Directrice générale, Women in Resource Development

*Kevin O'Reilly, Yellowknife, Territoires-du-Nord-Ouest*

Directeur de recherche, Comité canadien des ressources arctiques

### Trésorière

*Jean Symes, Ottawa, Ontario*

Agente de programme, Inter Pares

### Secrétaire

*William David, Territoire mohawk d'Akwesasne*

Ingénieur en environnement

### Directeurs

*Brennain Lloyd, North Bay, Ontario*

Directeur général, Northwatch

*Evelyn Baxter-Robinson, Thunder Bay, Ontario*

Coordonnatrice – Territoire et ressources, Nation Nishnawbe Aski

*Sarah Johnnie, Ross River, Yukon*

Conseillère

*Sue Moodie, Whitehorse, Yukon*

Toxicologue, CCSG Consulting

*Ken Luckhardt, Toronto, Ontario*

Travailleurs canadiens de l'automobile – Service international

*Richard Nuna, Sheshatshiu, Labrador*

Agent de l'environnement, Nation Innu

*Ron Maurice, Calgary, Alberta*

Directeur principal, Maurice Law

*Laura Calmwind, Kenora, Ontario*

Anishinaabeg du Kabapikotawangag Resources Council

*François Meloche, Montréal, Québec*

Chercheur, Groupe Investissement Responsable

*John McInnis, Victoria, Colombie-Britannique (décédé)*

Directeur général, Environmental Mining Council, C.-B.

## **RAPPORT DES VÉRIFICATEURS**

Présenté aux membres de  
MiningWatch Canada / Mines Alerte Canada

Nous avons vérifié le bilan de MiningWatch Canada / Mines Alerte Canada au 31 décembre 2003 et l'état des revenus et dépenses pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe aux administrateurs de l'organisation. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondage des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par les administrateurs, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'organisation au 31 décembre 2003 et des résultats d'exploitation, ainsi que des changements dans la situation financière pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux conventions comptables généralement reconnues au Canada.

Ottawa (Ontario)  
Le 10 février 2004

OUSELEY HANVEY CLIPSHAM DEEP LLP  
Comptables agréés

**MININGWATCH Canada / MINES ALERTES Canada**

**BILAN  
AU 31 DÉCEMBRE 2003**

	2003	2002
<b>ACTIFS À COURT TERME</b>		
Encaisse	\$ 9 692	\$ 67 972
Débiteurs	81 051	13 142
Frais payés d'avance	1 385	1 296
	<u>\$ 92 128</u>	<u>\$ 82 410</u>
<b>PASSIF À COURT TERME</b>		
Créditeurs et charges à payer	\$ 1 800	\$ 12 739
Revenu reporté (note 2)	73 629	34 632
Payable à Canary (note 3)	13 263	
-		
	<u>88 692</u>	<u>47 371</u>
<b>ACTIF NET</b>		
Solde – début de l'exercice	35 039	28 510
Excédent (déficit) des revenus sur les dépenses pour l'exercice	(31 603)	6 529
	<u>3 436</u>	<u>35 039</u>
	<u>\$ 92 128</u>	<u>\$ 82 410</u>

**MININGWATCH Canada / MINES ALERTES Canada**

**ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES  
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003**

	2003	2002
<b>REVENUS</b>		
Subventions	\$ 30 000	\$ 36 000
Générées par les programmes	98 174	125 752
Subventions de fondations	192 891	276 220
Adhésions, intérêts et autres	4 909	6 442
	<u>325 974</u>	<u>444 414</u>
<b>DÉPENSES</b>		
Coordination des réunions du conseil	34 019	29 898
Congrès et réunions	29 438	47 249
Soutien technique	32 506	41 912
Publicité et publications	6 946	43 695
Programme international	53 589	107 909
Programme interne	129 442	86 163
Exploitation	17 913	25 427
Administration	53 724	55 632
	<u>357 577</u>	<u>437 885</u>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES POUR L'EXERCICE</b>	<u>\$ (31 603)</u>	<u>\$ 6 529</u>

## MINING WATCH CANADA / MINES ALERTES CANADA

NOTES ACCOMPAGNANT L'ÉTAT FINANCIER  
LE 31 DÉCEMBRE 2003

### 1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

#### a) Organisation

Mining Watch Canada / Mines Alerte Canada a été incorporé sans capital-action le 11 juin 1999 en vertu des lois canadiennes. Mining Watch Canada / Mines Alerte Canada est une organisation non gouvernementale spécialisée dans la promotion du développement responsable des mines et des ressources minérales. Dans ses activités nationales et mondiales, en appui aux organisations locales, Mining Watch Canada / Mines Alerte Canada met l'accent sur l'intégrité économique, sociale, écologique et culturelle. L'organisation fonctionne sur une base non lucrative et n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu fédéral ni à l'impôt provincial.

#### b) Immobilisations

L'organisation se conforme à la convention comptable qui consiste à inscrire à titre de dépense le coût des immobilisations acquises au cours de l'exercice. Pour le présent exercice, les dépenses reliées à l'acquisition d'équipement informatique et de fournitures se chiffraient à 2 017 \$ (2002 : 2 760 \$).

#### c) Constatation des produits

L'organisation se conforme à la méthode de comptabilisation des contributions.

### 2. REVENU REPORTÉ

Le revenu reporté représente le financement reçu avant la fin de l'exercice et qui se rapporte à l'exercice suivant.

### 3. SERVICES ET TRANSACTIONS APPARENTÉS

Canary Research Institute for Mining, Environment and Health (Canary) a été incorporé sans capital-action le 3 novembre 2003 en vertu des lois canadiennes. Le conseil d'administration de Canary est actuellement composé d'administrateurs de Mining Watch Canada / Mines Alerte Canada. Au cours de l'exercice 2003, Mining Watch Canada / Mines Alerte Canada a fourni 13 263 \$ à Canary. Ce montant est payable à Canary en date du 31 décembre 2003.

Les comptes de Canary n'ont pas été consolidés dans le présent bilan financier. Voici un résumé de la situation financière de Canary au 31 décembre 2003 et des résultats de ses activités pour l'exercice terminé à cette date.

	2003
<b>Canary</b>	
Actif total	\$ 13 263
Passif total	10 801
<b>Actif global net</b>	<b>\$ 2 462</b>
Revenus globales	\$ 13 263
Dépenses globales	10 801
<b>Excédent des revenus sur les dépenses pour l'exercice</b>	<b>\$ 2 462</b>

MiningWatch a été incorporé en vertu de l'Oregon Nonprofit Corporations Act le 24 mars 2003. Le conseil d'administration de MiningWatch est composé principalement d'administrateurs de MiningWatch Canada / Mines Alerte Canada. MiningWatch n'a eu aucune activité financière au cours de l'année 2003.

### 4. ENGAGEMENTS

L'organisation a un engagement de location à l'égard de locaux à bureaux qui expire le 30 avril 2006. Les paiements de location annuels, y compris les coûts de fonctionnement, sont d'environ 9 000 \$. L'organisation a aussi un engagement de location envers le réseau téléphonique qui expire en 2006. Les paiements de location annuels sont d'environ 800 \$.